

N° 400

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

Annexe au procès verbal de la séance du 17 juin 1983.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE

*portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises
et à l'épargne industrielle.*

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SENAT

(Renvoyé à la commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la nation, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, après déclaration d'urgence, le projet de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7^e législ.) : 1534, 1558 et in-8° 383.

Entreprises. -- Epargne - Impôt sur les sociétés - Impôts locaux - Taxe foncière - Taxe professionnelle - Valeurs mobilières - Code général des impôts.

TITRE PREMIER

EXONÉRATION D'IMPOTS LOCAUX DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES NOUVELLES

Article premier.

Les entreprises industrielles, créées en 1983 et en 1984, soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition de leurs résultats et répondant aux conditions prévues à l'article 44 bis-II, 2° et 3°, et III du code général des impôts, peuvent être exonérées, dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 de la présente loi, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle ainsi que des taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et pour frais de chambres de métiers, dont elles sont redevables pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, au titre des deux années suivant celle de leur création.

Art. 2.

L'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe professionnelle prévue à l'article premier est subordonnée à une délibération des collectivités territoriales ou de leurs groupements dotés d'une

fiscalité propre et des établissements publics régionaux dans le ressort desquels sont situés les établissements des entreprises en cause.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou établissement public ayant pris une délibération. Toutefois, les délibérations prises par les conseils municipaux s'appliquent à la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle.

Lorsque tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur une zone d'activités économiques créée ou gérée par un groupement de communes est affecté à ce groupement en vertu des articles 29 ou 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, ce n° 11 est substitué à la commune pour l'application du présent article.

Les délibérations mentionnées ci-dessus sont de portée générale. Elles peuvent concerner :

1° la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe professionnelle ou l'une de ces deux taxes seulement :

2° les établissements créés et les établissements repris par les entreprises visées à l'article premier ou l'une seulement de ces deux catégories d'établissements.

Elles peuvent être prises jusqu'au 31 octobre 1983 ou, pour les entreprises créées en 1984, jusqu'au 1^{er} juillet 1984.

L'entreprise ne peut bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle qu'à la condition d'en avoir adressé la demande au service des impôts de chacun des établis-

sements concernés, avant le 1^{er} janvier de l'année suivante de la création ou de la reprise de l'établissement, en attestant qu'elle remplit les conditions exigées à l'article premier elle déclare chaque année les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

Lorsqu'un établissement remplit les conditions requises pour bénéficier de l'exonération temporaire de taxe professionnelle prévue à l'article 1465 du code général des impôts et de l'exonération de taxe professionnelle instituée par la présente loi, l'entreprise doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes. Cette option est irrévocable.

L'entreprise ne peut bénéficier de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties qu'à la condition de déclarer ses acquisitions au service des impôts de la situation des biens dans les quinze jours de la signature de l'acte, ou au plus tard le 15 novembre 1983 pour les biens acquis avant le 31 octobre 1983.

Art. 3.

L'exonération des taxes pour frais de chambres de commerce et d'industrie et des taxes pour frais de chambres de métiers est subordonnée à une délibération des organismes consulaires dans le ressort desquels sont situés les établissements des entreprises en cause.

TITRE II

**MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE
DES BATIMENTS INDUSTRIELS**

Art. 4.

En 1984, les valeurs locatives des immeubles industriels, autres que ceux visés à l'article 15 du code général des impôts, sont majorées de 1,10 p. 100 par rapport à celles de l'année précédente.

TITRE III

**COMPTE POUR LE DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL**

Art. 5.

Les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France qui ouvrent un compte pour le développement industriel dans les établissements et organismes autorisés à recevoir des dépôts sont exonérées d'impôt sur le

revenu à raison du produit des placements en valeurs mobilières effectués sur ce compte.

Il ne peut être ouvert qu'un compte par contribuable et un pour le conjoint de celui-ci.

Art. 6.

Les sommes déposées sur ce compte ne peuvent excéder un plafond fixé par décret dans la limite de 20.000 F par compte.

Art. 7.

Les valeurs mobilières visées à l'article 5 sont celles servant au financement de l'industrie française et entrant dans des catégories fixées par décret.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 juin 1983.

Le Président,

Signé : LOUIS MERMAZ.